

---

# LE POINT DU JOUR,

OU

RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille  
à l'Assemblée Nationale.

N<sup>o</sup>. CLII.

---

Du Samedi 5 Décembre 1789.

Séance de Jeudi soir.

CETTE séance étoit destinée à l'affaire des colonies réunies, & l'on fait à quels violens débats elle a donné lieu. Pouvoit-on laisser plus long-temps les colonies sous l'influence du pouvoir arbitraire qui les opprime, & les abandonner à la tyrannie des loix prohibitives, à la servitude des loix commerciales, & au système dévorant des agens subalternes? devoit-on se hâter d'établir entre les colonies & la métropole, des rapports de dépendance plutôt que des rapports d'égalité; des rapports de commerce plutôt que des rapports de législation? devoit-on enfin établir un comité chargé des intérêts de toutes les colonies, ou bien devoit-on ajourner cette demande?

Telle étoit la question soumise au jugement de l'assemblée.

Il paroît que tous les colons, établis à Paris, ne faisoient pas des vœux pour le succès de cette demande, & que les députés extraordinaires du commerce de France ne lui étoient pas plus favorables.

Voici l'adresse qu'ils ont envoyée à l'assemblée, & que j'avoit été lue à la séance précédente,

Tome V.

B



## N O S S E I G N E U R S ;

» Nous venons déposer notre douleur & nos alarmes dans le sein de l'assemblée nationale ; nous venons confirmer les sinistres nouvelles du soulèvement de la Martinique dont vous avez déjà connoissance ; effrayés des avis relatifs à la Guadeloupe , nous craignons le même sort pour Saint-Domingue , & nous n'envisageons qu'avec désespoir les suites funestes de l'incendie qui bientôt embrâsera toutes nos colonies.

» Représentans de la nation , notre cause est la cause de la nation ; nous sommes vos frères & vos concitoyens ; à ce double titre , vous nous devez secours & protection.

Députés des provinces maritimes , le sort de vos provinces est lié au sort des colonies ; si vos frères sont égorgés , si la France perd ses colonies , votre ruine est inévitable ; que deviennent alors les classes si nombreuses de citoyens utiles que nourrissoit l'activité de vos fabriques & de votre commerce ?

» Nosseigneurs , nous ne nous permettrons aucune autre réflexion ; nous nous reprocherions de retarder un moment vos délibérations sur un sujet aussi grave.

» Il s'agit de préserver vos colonies d'une dissolution prochaine ; de sauver la vie à cent mille François. . . . . il en est peut-être temps encore ! . . . . mais le moindre délai peut être fatal à vos concitoyens. Ils se mettent sous la sauve-garde de l'assemblée nationale. Ils n'invoqueront pas en vain le zèle , l'humanité & l'active sollicitude des représentans de la plus généreuse nation de l'univers. »

Après la lecture de cette adresse , M. de Galbert , député de la Guadeloupe , a dit : » La réclamation qui vous est faite est de la plus haute importance ; car il ne s'agit de rien moins que de venir au secours d'environ cent mille de nos frères , qui sont proscrits par une association qui n'a , dit-on , d'autre but que l'humanité compatissante ;



& cette prétendue humanité est de fomenter la destruction de ses semblables & la ruine entière de notre commerce. Elle tend à anéantir vos manufactures, & une partie de vos cultivateurs & de vos matelots; ce qui, par les conséquences, anéantiroit toutes vos places de commerce. Il est donc urgent de ne rien négliger pour aller au secours des colonies. Les détails qu'on vous a annoncés des funestes événemens arrivés à la Martinique, sont confirmés; ceux de la Guadeloupe le sont aussi par différentes lettres; mais la prévoyance des chefs de cette colonie a fait échouer les abominables complots qui tendoient à incendier les villes & à en égorger les habitans. »

M. de Galbert proposoit de décréter que le pouvoir exécutif enverroit des secours aux colonies, de concert avec les assemblées coloniales, lesquelles s'occuperont, aussitôt que le calme le leur permettra, de former un plan de constitution tel que l'exigent les localités.

Une autre adresse a été présentée par soixante-dix-sept habitans & propriétaires dans les colonies du vent & sous le vent, résidans à Bordeaux; ils supplioient l'assemblée de rendre un décret, portant qu'elle ne s'est point encore occupée du régime des esclaves résidans aux colonies, & qu'elle entende que les loix qui les concernent continueront leur pleine & entière exécution.

Cette adresse a excité de vives réclamations.

M. Dillon, député de la Martinique, a opposé que cette adresse n'étoit signée que d'un seul colon de cette île, & que les faits y étoient très-exagérés.

M. Nairac a cru devoir se plaindre de cette assertion; & il a demandé qu'on l'attestât par écrit.

M. de Scise a défendu aussi cette adresse avec beaucoup de zèle & de chaleur, en attaquant le double reproche fait par M. Dillon; & comme la discussion s'échauffoit sur ce point, un des membres a demandé le rapport de cette adresse au comité des rapports, ce qui a été ordonné.



M. Dubois de Crancei a lu ensuite une lettre du ministre de la marine, qu'il importe de publier comme une explication que ce ministre donne à l'assemblée relativement à sa lettre précédente.

La voici :

Monsieur le président,

« J'ai appris avec le regret le plus vrai, que plusieurs de Messieurs les membres de l'assemblée nationale avoient témoigné quelque mécontentement d'une phrase de la lettre que j'ai eu l'honneur de vous adresser hier.

Mon intention a été pure. Il ne me paroît pas même que le sens de mes expressions puisse être douteux ; peut-être n'a-t-il pas été saisi à une lecture rapide.

J'ai exposé que, dans les circonstances présentes, beaucoup de personnes, qui ne tiennent nullement à l'assemblée nationale, pour se concilier l'intérêt public, disséminent chaque jour contre les ministres du roi des inculpations, même absolument étrangères à l'affaire discutée dans leurs mémoires. J'ai ajouté que les administrateurs ne doivent, ni ne peuvent entrer en lice contre cette foule sans cesse renaissante d'accusateurs.

J'ai distingué soigneusement, au contraire, & mis en opposition les reproches faits aux ministres dans l'assemblée nationale par l'un de messieurs les députés. J'ai dit qu'il étoit du devoir des administrateurs de se laver aussi-tôt, & de ne pas perdre un moment à offrir toutes les explications, tous les éclaircissements, toutes les preuves.

Ma conduite atteste ce que j'ai pensé ; & je suis d'ailleurs persuadé, M. le président, que vous même en relisant ma lettre, & pesant les termes, n'aurez à cet égard aucun doute ; il n'est pas possible de présumer que j'ai voulu manquer à la déférence & au respect dû à l'assemblée nationale.

Mais j'ai osé, j'ose encore invoquer la justice sur les



reproches même qui m'ont été faits, demander à être entendu, requérir que des faits certains soient allégués, que des pièces probantes soient déposées au moment même de la dénonciation ; tout citoyen obtiendrait ce que je desiré ; il est aussi équitable & beaucoup plus important que la réputation d'un ministre ne soit pas ternie, que la confiance publique ne lui soit pas enlevée à dessein, par des imputations solennelles, mais tellement vagues qu'on ne peut ni les combattre, ni même soupçonner quel fondement elles ont ; daignez soumettre à l'assemblée les considérations que je vous présente, lorsqu'elle s'occupera de cette affaire. Je suis avec respect,

Monsieur le président,

Votre très-humble & très-obéissant serviteur.

Signé, LA LUZERNE.

3 décembre 1789.

On a demandé que toute demande relative à cette lettre fût ajournée ; cependant la motion faite la veille, d'après la lecture de la première lettre de M. de la Luzerne, a été renouvelée ; mais l'assemblée a fait connoître son vœu pour que l'ordre du jour ne fût pas écarté plus long-temps, & la discussion relative au comité colonial a été reprise. Plusieurs membres ont soutenu qu'il n'y avoit pas lieu à délibérer sur cet établissement, & d'autres le réclamoient. M. Roussillon a présenté plusieurs considérations contre le comité.

M. l'abbé Grégoire vouloit qu'on statuât préliminairement de la réclamation des gens de couleur qui prétendoient n'être pas représentés par les députés des Colonies ; il soutenoit que ces députés n'étoient pas *les seuls* représentans, puisque s'il y avoit une portion nombreuse de citoyens qui ont des griefs à redresser, des intérêts à discuter & des lumières à donner, qu'il paroîssoit juste



de décider leur cause avant de créer un comité colonial qui les intéressoit.

M. l'abbé Grégoire a fait ensuite un tableau touchant de l'état des gens de couleur dans les Colonies ; mais comme ce n'étoit point relatif à la question agitée , on a réclamé l'ordre du jour.

M. de Clermont-Lodève étoit d'avis d'un comité dont il traçoit les opérations avec beaucoup de sagacité.

M. l'abbé Mauri s'écrioit qu'il falloit éviter de précipiter l'établissement du comité proposé. « Connoissez-vous, disoit-il , le régime de ces climats éloignés de deux mille lieues , & sur la situation politique desquels vous n'avez que des rapports contradictoires. Est-ce quand les Colonies sont dans la plus grande fermentation , que vous pouvez vous occuper de leurs loix ? Vous voudrez sans doute établir une constitution uniforme pour toutes les Colonies ; mais vous n'avez ici que les députés de Saint-Domingue , de la Martinique & de la Guadeloupe. Tabago , Sainte-Lucie (1) & vos autres isles n'ont point de représentans. Vos établissemens de l'isle Bourbon & de l'isle de France favent à peine que vous formez une constitution ; d'ailleurs une grande partie des habitans propriétaires n'ont pas concouru à la représentation. Si vos décrets ont accueilli les députations des villes , c'est parce que les oppositions étoient informes & illégales. »

M. l'abbé Mauri ignore-t-il donc que l'assemblée nationale s'est empressée , par des vues aussi sages que politiques , de recevoir provisoirement les députés nommés par les colons ? ne falloit-il pas , dans des momens d'orages & de révolution , renforcer le lien qui unissoit

---

(1) Ces deux isles sont une dépendance politique & naturelle de la Martinique , comme Marie-Galante l'est de la Guadeloupe.



les colonies à la mère patrie ? Mais tant de politique n'étoit pas propre à arrêter l'établissement du comité ; aussi M. l'abbé Mauri a continué ainsi :

» Pour donner à ces îles des loix constitutionnelles, il faut continuer leur état de détresse, leur force, leur produit, leur culture, leurs impôts & leur commerce: depuis cent ans, le gouvernement hésite à leur donner des loix invariables; vous devez tout créer dans ces climats; des hommes y sont privés de leur liberté; la terre même y est frappée d'esclavage: la volonté des ministres y supplée souvent les loix. Nous devons réparer leurs erreurs au lieu d'y en ajouter de nouvelles. Attendons le vœu réfléchi de ces colonies, dont il faut assurer le bonheur par des loix rédigées avec maturité. Je m'oppose à l'établissement actuel d'un comité colonial. »

M. de Clermont-Tonnère refutoit M. Mauri, en tirant de ses objections mêmes, les argumens les plus forts pour la formation du comité: » car, disoit-il, quel est l'objet de son institution ? C'est de préparer les matières, les mémoires qui doivent diriger vos travaux. Ce comité recevra donc des colonies & des bureaux du ministère tous les renseignements possibles, & son établissement n'empêchera point que les colonies non représentées, n'envoient incessamment leur députation.

Pourquoi donc faut-il laisser les colonies sans loix, parce qu'elles ont passé un siècle dans cet état ? A quoi servira donc leur représentation actuelle que vous avez jugée valable, si elle ne peut concourir qu'à des loix qui lui seront étrangères ? Les rapports commerciaux & politiques des îles sont connus; il ne s'agit que de préparer lentement une bonne législation; & c'est-là l'ouvrage d'un comité qui en fera le rapport à l'assemblée.

Quelques membres ont discuté sur la manière dont on composeroit le comité. On est allé aux voix sur la proposition suivante :



« Y aura-t-il un comité, oui, ou non ? »

Un membre a observé qu'il falloit ajouter à la question les mots *quant à présent*, & l'assemblée a décrété que le comité colonial ne seroit pas établi *quant à présent*.

Ces derniers mots font espérer que les droits des colonies, les intérêts du commerce & le bien public ne seront pas méconnus, quand les doutes sur la représentation coloniale seront dissipés.

Un de messieurs les secrétaires a annoncé que, suivant le résultat du recensement des scrutins pour la nomination des commissaires chargés de surveiller l'envoi des décrets, MM. Freteau, le Chapelier, Malouet & le chevalier de Lameth avoient réuni le plus grand nombre de suffrages.

On a aussi recensé les scrutins pour le choix des quatre adjoints au comité de constitution pour la division du royaume. Les voici : MM. Dupont, Nemours, Bureau de Pusé, Aubri du Bochet & Gossin.

*Séance d'hier.*

Après la lecture d'un grand nombre d'adresses, on a fait mention d'une lettre de M. le garde-des-sceaux, qui annonce la sanction donnée à plusieurs décrets, & la notice de plusieurs accusés de réception; cependant on ne cesse d'entendre les plaintes des municipalités qui ne reçoivent point ces décrets. Quel zèle peut-on attendre des intendans ou des subdélégués, qui tremblent à chaque instant de recevoir le décret qui les détruira ?

La ville de Lyon, inquiète depuis quelque temps sur ses subsistances, avoit envoyé plusieurs mémoires au comité des rapports. M. Hébrard a rapporté l'affaire avec un projet de décret, dans lequel l'assemblée a paru voir avec douleur que la peine de mort y étoit trop prodiguée, quoique ce soit un des plus grands crimes que d'attenter à la subsistance des peuples. Cette affaire a été renvoyée à l'ordre du soir.



M. Lavie a offert à l'assemblée le tribut touchant offert par les habitans de quelques hameaux de la haute-Alsace. Ces bons laboureurs envoient une somme de cinq cents livres, comme don patriotique, & ils se chargent, pendant trois ans, d'entretenir leurs routes à un prix moindre de moitié du prix actuel; « ils offrent à la nation, disent-ils, tout ce qu'ils peuvent offrir, un peu d'argent & leurs travaux, ainsi que leur amour inviolable pour la personne sacrée du roi. Ils ajoutent que la crainte qu'ont leurs intendants des décrets de l'assemblée nationale, a fait diminuer leurs impôts, cette année, de la somme de cinquante-sept mille livres. »

Plusieurs membres ont proposé de faire répondre par M. le président aux laboureurs de la haute-Alsace; ce qui a été arrêté.

L'ordre du jour rappelloit les finances & la banque nationale.

M. l'abbé d'Apcourt, après avoir annoncé qu'il falloit abolir les bénéfices sans objet, & *sur-tout le titre d'abbé*, après avoir annoncé encore qu'il donnera des vues sur la manière de traiter les religieuses, conformément à l'esprit de justice qui anime l'assemblée, a proposé, pour la délivrer de l'embarras des finances, d'ouvrir un emprunt en rente viagère, & il a donné le plan d'une espèce de routine, dont les détails ont été peu entendus; mais M. Desfourmel ayant demandé l'impression du mémoire de M. l'abbé d'Apcourt, on pourra mieux juger de sa solidité.

M. le duc du Châtelier a fait le rapport des commissaires nommés pour la caisse d'escompte; nous ne le suivrons pas dans les détails qu'il a présentés sur l'origine, le régime & les statuts de la caisse d'escompte, créée en 1776, sous les auspices du célèbre Turgot. Il suffira de dire que le rapport des commissaires sur les torts sérieux imputés à la caisse, & sur les services importants qu'elle a rendus



à l'état, ont été présentés avec beaucoup de clarté. Ce rapport qui va être imprimé, ne laisse rien à désirer sur cet objet. M. l'évêque d'Autun a réfuté le plan de banque nationale proposé par M. Necker, ainsi que les autres plans de ce genre ; il a établi ensuite d'une manière très-lumineuse les véritables principes sur cette manière. Il pensoit qu'une banque nationale devoit être adaptée aux usages, aux mœurs des pays où l'on veut l'établir, & qu'une telle banque ne devoit pas avoir lieu en France.

Voici le résultat du discours de ce prélat :

« Le parti que je vous propose ne présente aucun appas, aucune chance qui puisse attirer les joueurs. Ce n'est point encore un plan de finances, c'est plutôt une suite d'idées qui m'ont paru pouvoir vous diriger dans le choix des plans qui vous seront présentés. Les motifs que j'ai exposés sont simples, & ils me paroissent si conséquens aux décrets que vous avez rendus précédemment sur la dette publique, que je vous propose d'arrêter les articles suivans :

» 1°. La question de l'adoption d'une banque publique par l'assemblée nationale, ajournée.

» 2°. La division des deux caisses qui vous a été proposée par le comité des finances, adoptée.

» 3°. L'établissement d'une caisse d'amortissement, dont le plan & l'organisation vous seront présentés par le comité des finances, décrété.

» 4°. Les avances de la caisse d'escompte comprises dans l'état général des dettes arriérées.

» 5°. Le relevé complet du montant total de l'arriéré une fois déterminé, il sera fait un fonds chaque année à huit pour cent de ce capital, pour acquitter les intérêts à cinq pour cent, & opérer avec le surplus le remboursement du capital dans l'espace de vingt années.

» 6°. Le montant total de l'arriéré sera divisé en billets de mille livres, à la portée de qui devra être remboursés



chaque année déterminée par la voie du sort ; d'où il résultera que le mode de cet emprunt fera une annuité pour le gouvernement qui la payera , mais non pour ceux qui la recevront ; c'est-à-dire , qu'au lieu de rembourser quelque chose à tous , chaque année , comme cela se pratique en Angleterre , l'on remboursera ; chaque année , tout à quelques-uns , comme il a été réglé à l'égard de l'emprunt de cent vingt-cinq millions.

» 7°. Au commencement des sessions de chaque législature , seront arrêtés les moyens de pourvoir au payement des intérêts de la totalité de la dette nationale , & aux remboursemens stipulés pour les diverses dettes de la nation pendant le cours de l'année suivante.

» 8°. Le comité des finances présentera le plus tôt possible à l'assemblée nationale un état exact & général du montant des intérêts à payer , & remboursemens qui doivent tomber dans le cours de l'année 1790 , en y comprenant la portion de la dette arriérée , qui doit échoir dans le cours de ladite année.

» 9°. Les ressources extraordinaires , telles que la contribution patriotique , la vente des domaines & de quelques portions des biens du clergé , seront employées d'abord au remboursement fixé pour la dette arriérée , & le surplus sera versé dans la caisse d'amortissement.

On a beaucoup applaudi au discours & au projet de décret de M. l'évêque d'Autun.

M. de Mirabeau a demandé ensuite à M. du Châtelet , si MM. les commissaires demandoient , de même que les administrateurs de la caisse d'escompte , les 90 millions que le gouvernement lui doit , comme délégués sur la contribution patriotique.

M. du Châtelet a répondu qu'ils l'ont cru de même , puisque l'assemblée avoit autorisé le gouvernement à traiter avec des compagnies de commerce , comme il aviseroit ,



M. de Mirabeau a demandé alors la lecture des articles 18 & 19 du décret sur la contribution patriotique ; ce que M. du Châtelet a fait aussi-tôt.

M. Arson a parlé le dernier sur le même objet ; mais il l'a traité sous d'autres rapports ; il a cherché à fixer tous les caractères du papier-monnoie , objet qui lui avoit paru négligé jusqu'à ce moment. Il a prétendu ensuite que le papier-monnoie n'étoit ni un impôt ni un emprunt ; enfin , après avoir annoncé que les actionnaires de la caisse d'escompte n'insistoient plus sur le titre de banque nationale , & que la nation étoit obligée d'opter entre les inconvéniens dans la circonstance présente , il a conclu à ce qu'il fût décrété de préférer le projet de la caisse d'escompte , en faisant au plan du ministre deux amendemens ; le premier , que la caisse ne soit pas dénommée banque nationale ; le second , qu'elle ne soit pas privilégiée.

La discussion doit être continuée aujourd'hui sur la même matière ; il est à desirer qu'elle soit bientôt terminée.

### A V I S.

N. B. MM. les Souscripteurs , dont l'abonnement a fini au cent cinquantième numéro , sont priés de renouveler , afin qu'ils n'éprouvent pas d'interruption dans l'envoi de leurs numéros , & de rapporter le numéro de leur souscription , qui se trouve sur l'enveloppe du Journal.

On souscrit , à Paris , chez CUSSAC , Libraire , au Palais-Royal , N<sup>os</sup>. 7 & 8 , & chez les principaux Libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 liv. pour Paris , & de 7 liv. 10 s. franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.